



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

ATELIER VIRTUEL: DIALOGUE UE-CANADA SUR L'HYDROGÈNE

Favoriser la création d'un cadre réglementaire mondial pour l'hydrogène et ses dérivés

En décembre 2015, les parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ont convenu de contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et de poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation des températures à 1,5 °C d'ici la fin du XXI^e siècle. Pour répondre à ces aspirations, il faudra arriver à réduire de beaucoup les émissions de gaz à effet de serre. Le système énergétique doit jouer un rôle de premier plan, qui consiste à passer d'une dépendance aux carburants fossiles à la carboneutralité d'ici 2050. Une transition des carburants fossiles à une énergie renouvelable se révèle impérative pour concrétiser nos ambitions en matière de climat, notamment par l'utilisation d'électricité renouvelable et d'électrification directe et indirecte de différents procédés.

La conversion de l'électricité renouvelable en hydrogène est un nouveau débouché prometteur pour remplacer les carburants fossiles dans les applications à utilisation finale pour lesquelles l'électricité ne constitue pas une option. L'électrolyse de l'eau produit de l'hydrogène renouvelable; l'électricité utilisée pour l'électrolyse doit provenir de ressources renouvelables. Cette solution remplace avantageusement les carburants fossiles et d'autres formes d'hydrogène. De nombreux pays, y compris les membres du G20, manifestent un grand intérêt pour l'hydrogène. Ces dernières années, quelque 30 pays ont élaboré des stratégies et des plans d'action détaillés pour le déploiement de solutions énergétiques axées sur l'hydrogène.

La stratégie de la Commission européenne en matière d'hydrogène, publiée le 8 juillet 2020, vise à positionner l'hydrogène renouvelable dans le système énergétique de l'UE en l'intégrant aux énergies renouvelables, afin de décarboniser la production d'hydrogène à partir de carburants fossiles et de déployer l'hydrogène renouvelable ou ses dérivés dans les procédés industriels et les secteurs économiques difficiles à décarboniser. La stratégie comprend également la volonté de créer un marché mondial de l'hydrogène liquide. Sur cette base, le programme « Ajustement à l'objectif 55 » de la Commission (proposé le 14 juillet 2021) est un ensemble de propositions pertinentes pour ajuster ses politiques en matière d'énergie afin de réduire d'au moins 55 % les émissions nettes de gaz à effet de serre d'ici 2030 comparativement aux niveaux de 1990. Les plus récentes politiques proposées par l'UE comprenaient de nouveaux cadres pour la décarbonisation des marchés gaziers, la promotion de l'hydrogène et la réduction des émissions de méthane (proposée le 15 décembre 2021), de même que le prochain acte délégué sur la production d'hydrogène renouvelable à partir de l'électricité.

En réaction aux prix élevés de l'énergie en Europe, la Commission européenne a soumis un nouveau plan REPowerEU pour faire accélérer l'hydrogène, afin de moins dépendre des importations de carburants fossiles de la Russie. Le plan comporte de nouvelles ambitions d'intensification de la production locale d'hydrogène renouvelable et des importations de ce type d'énergie proposé par un ensemble diversifié de fournisseurs possibles.

Lancée le 16 décembre 2020, la Stratégie canadienne pour l'hydrogène établit un cadre d'action qui vise à faire de l'hydrogène un outil de premier plan pour permettre au Canada d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050 et de se positionner en tant que chef de file mondial en matière de carburants propres. Les recommandations de la Stratégie reposent sur huit piliers, qui ciblent les recommandations nationales et internationales quant à l'engagement du Canada en matière d'hydrogène. Outre la Stratégie, plusieurs provinces canadiennes ont publié ou annoncé leurs propres stratégies en matière d'hydrogène. De plus, le Fonds pour les combustibles à faible émission de carbone et zéro émission du Canada injecte 1,5 milliard de dollars canadiens (€1 milliard) dans les carburants à faibles émissions de carbone, dont l'hydrogène. Il faudra recourir à une approche stratégique intégrée pour que l'hydrogène renouvelable et à faibles émissions de carbone devienne un vecteur énergétique mondial et à prix concurrentiel utilisé à grande échelle dans tous les secteurs. Un cadre réglementaire mondial s'impose notamment pour établir des normes et des barèmes de certification correspondants qui prouvent l'origine, le contenu en carbone et la durabilité de tous les procédés de production de l'hydrogène et de ses dérivés. Ces mesures éviteraient d'éventuelles frictions dans le commerce de l'hydrogène et de ses dérivés.

Une coopération internationale est essentielle pour atteindre les différents objectifs des stratégies européennes et canadiennes. Le Groupe de travail chargé de l'analyse de la production d'hydrogène (H2PA) de l'International Partnership for Hydrogen and Fuel Cells in the Economy (partenariat international pour l'hydrogène et les piles à combustible dans l'économie) est l'une des plus importantes initiatives mondiales concernant l'élaboration de cadres réglementaires. L'UE, les États-Unis et la France ont piloté l'initiative dans l'élaboration d'une méthodologie permettant de déterminer la quantité d'émissions de gaz à effet de serre associée à la production de l'hydrogène. Deux groupes de travail distincts se pencheront sur le volet de la demande et celui du transport de l'hydrogène.

Malgré tout le bien-fondé de la quête d'un cadre mondial harmonisé et mûrement réfléchi, il existe parallèlement un besoin urgent d'accélérer le commerce régional et mondial d'hydrogène. Il faut cependant éviter la mise en place d'une mosaïque de règles et de normes qui pourrait en découler au profit d'une approche harmonieuse, concordant idéalement avec les objectifs climatiques et les règles de l'OMC. Cela soulève la question suivante : En tant que principaux producteurs et consommateurs d'hydrogène, que devraient faire l'UE et le Canada devant l'absence actuelle de ce cadre mondial? Pour y répondre, le point de départ consiste en une rencontre entre l'UE et le Canada, organisée par PtX Hub en collaboration avec l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (CRI) qui vise à comparer les notes sur les cadres réglementaires mis en place par l'UE et le Canada relativement à l'hydrogène et à parler d'éléments d'un cadre réglementaire régional/mondial.

Ordre du jour

Dialogue UE-Canada sur l'hydrogène : Favoriser la création d'un cadre réglementaire mondial pour l'hydrogène et ses dérivés 28 avril 2022		
Europe (HEC)		Canada (HE)
Mot de bienvenue		
16 h 00 – 16 h 10	<p>Tudor Constantinescu, conseiller principal du directeur général de l'énergie, DG ENER, Commission européenne</p> <p>Paula Vieira, directrice administrative – Division de la diversification des combustibles, Ressources naturelles Canada</p>	10 h 00 – 10 h 10

Allocution du conférencier principal : Prélude à un cadre mondial pour l'hydrogène		
16 h 00 – 16 h 20	Laurent Antoni , CEÉA, chef du groupe de travail chargé de l'analyse de la production de H2 de l'International Partnership for Hydrogen and fuel cells in the Economy (IPHE)	10 h 10 – 10 h 20
Première discussion entre experts : Approches européenne et canadienne de la réglementation de l'hydrogène : normes, critères et aperçu des barèmes de certification en cours d'élaboration		
16 h 20 – 17 h 00	<p>Modérateur : Heino von Meyer, Relations internationales et réseautage, PtX Hub</p> <p>Johannes Baur, responsable de projet, DG ENER, Commission européenne</p> <p>Aaron Hoskin, gestionnaire principal, Initiatives intergouvernementales, Ressources naturelles Canada</p> <p>Jens Honnen, analyste, Adelphi <i>Commentaires sur l'élaboration de cadres réglementaires dans l'UE et au Canada</i></p> <p>Suivie d'une période de questions</p>	10 h 20 – 11 h 00
Deuxième discussion entre experts : Voie menant à un cadre mondial pour l'hydrogène : quel est le tableau du débat et comment conclure une entente?		
17 h 00 – 18 h 15	<p>Modérateur : Heino von Meyer, Relations internationales et réseautage, PtX Hub</p> <p>Uwe Remme, responsable de l'Unité hydrogène et carburants alternatifs, Agence Internationale de l'énergie (AIE) <i>Point de vue de l'AIE sur un cadre mondial</i></p> <p>Barbara Jinks, responsable de programme – Livraison et utilisation de gaz vert, Agence internationale pour les énergies renouvelables (CRI) <i>Point de vue de la CRI sur un cadre mondial</i></p> <p>Laurent Antoni, CEÉA, chef du groupe de travail chargé de l'analyse de la production de H2 de l'International Partnership for Hydrogen and fuel cells in the Economy (IPHE) <i>Propositions du Groupe de travail chargé de l'analyse de la production d'hydrogène</i></p> <p>Maira Kusch, chef du bureau, Conseil mondial de l'énergie, Allemagne <i>Harmonisation mondiale de la certification de l'hydrogène : possibilités et obstacles</i></p> <p>Suivie d'une période de questions</p>	11 h 00 – 12 h 15
Mot de la fin : Principaux résultats et recommandations pour le Dialogue de haut niveau sur l'énergie UE-Canada		
18 h 15 – 18 h 30	<p>Tudor Constantinescu, conseiller principal du directeur général de l'énergie, DG ENER, Commission européenne</p> <p>Paula Vieira, directrice administrative – Division de la diversification des combustibles, Ressources naturelles Canada</p>	12 h 15 – 12 h 30

L'atelier est tenu dans le cadre du *Strategic Partnership for the Implementation of the Paris Agreement* (SPIPA, ou partenariat stratégique pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris), un programme diplomatique sur le climat qui facilite les échanges entre l'UE et les principales économies étrangères.



L'organisation de cet événement a bénéficié du soutien financier de l'instrument de partenariat de l'Union européenne et du ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire (BMU) dans le contexte de l'Initiative Climat internationale (ICI). Les opinions exprimées relèvent de la seule responsabilité des intervenants et ne reflètent pas forcément le point de vue des bailleurs de fonds.